Transatlantica
Revue d'études américaines. American Studies Journal

1 | 2003
State of the Union

Les *Women's Studies* aux États-Unis.

Le féminisme et l'université

Éliane Elmaleh

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/transatlantica/541
DOI : 10.4000/transatlantica.541
ISSN : 1765-2766

Éditeur
AFEA

Référence électronique
Éliane Elmaleh, « Les *Women's Studies* aux États-Unis. », *Transatlantica* [En ligne], 1 | 2003, mis en ligne le 27 mars 2006, consulté le 29 avril 2021. URL : http://journals.openedition.org/transatlantica/541 ; DOI : https://doi.org/10.4000/transatlantica.541

Ce document a été généré automatiquement le 29 avril 2021.

Transatlantica – Revue d'études américaines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les *Women's Studies* aux États-Unis.

Le féminisme et l'université

Éliane Elmaleh

1 Issues du mouvement des femmes des années 70, les *Women's Studies* avaient pour objectif de prolonger la critique de la place faite aux femmes dans la société par la critique des discours légitimant leur exclusion. Dans un contexte général de développement des études sur les minorités, les féministes universitaires ont obtenu, à une large échelle, avec l'appui des étudiantes, la création d'enseignements sur les femmes et de *Women's Studies* interdisciplinaires[1]. Les premiers cours apparurent entre 1965 et 1968 au sein des universités libres du mouvement étudiant. À ceux-ci, qui s'avérèrent être avant tout des groupes de lecture et d'« éveil de la conscience », succéda le premier enseignement « d'études féminines » officiellement intégré dans un programme universitaire, organisé par Sheila Tobias, dès le printemps 1969 à l'université Cornell (New York). Dès l'automne 1970, naissait ensuite le premier programme d'études féminines au centre universitaire de San Diego (Castro, 1984, 263). Mis en place au sein des départements d'anglais, de littérature, de sciences sociales et de sciences humaines, les *Women's Studies* ont proliféré durant les années 70 et 80. Il y a actuellement plus de 600 départements d'études féministes, sans compter les nombreux cours intégrés aux autres départements.

2 L'objet de cette présentation est de s'intéresser aux pratiques des *Women's Studies* en tant que champ disciplinaire articulé aux *Cultural Studies*. Je tenterai de déterminer quel a pu être leur apport, positif ou négatif, aux études sur les femmes, et je m'intéresserai tant à l'impact que les études féministes ont pu avoir sur les départements d'Humanités à l'université aux États-Unis, qu'à leurs pratiques (éducatives ou militantes) ; je m'interrogerai également sur leur influence dans l'université française, notamment au travers des rares cours d'études féministes qui existent dans certains départements Lettres, Langues, Sciences Sociales ou Sciences Humaines[2].

Apports des *Women's Studies* aux études sur les femmes

3 Le terme *Women's Studies*, avec ses ambiguïtés grammaticales, ne se traduit pas facilement. La formulation apparaît comme ambiguë car l'on peut se demander s'il s'agit d'étudier les femmes, d'études pour les femmes, s'il s'agit de ce que les femmes

étudient ou devraient étudier, de l'histoire des femmes, de l'histoire de la pensée sur les femmes ou de l'histoire des théories féministes. Il semble acquis que les cours portent sur des questions dites « féministes », bien qu'un certain nombre d'enseignantes s'accordent à penser que les programmes pourraient se passer de l'étiquette féministe à partir du moment où le sujet d'étude reste la femme.

4 Le terme *Feminist Studies,* apparenté à *Women's Studies*, adopté par un certain nombre d'universitaires, ne délimite pas véritablement, quant à lui, un domaine d'études sexué. Il a pour but d'indiquer une démarche qui a ses ancrages théoriques dans les mouvements féministes, et dont la dimension critique peut être portée sur tous les champs de la connaissance, même ceux où les femmes ne sont pas objet d'études. C'est également la raison pour laquelle l'appellation « *Gender Studies* » a fait son apparition[3]. Cette appellation donne moins l'idée d'une fixité immuable, que ce soit du côté de l'objet ou du sujet (étudier les femmes, études des femmes ou pour les femmes)[4]. Les *Women's Studies* sont perçues par les féministes universitaires comme le plus solidement implantées dans les sciences sociales, face aux *Gender Studies* ou *Feminist Studies* qui, selon les praticiennes des *Women's Studies,* auraient tendance à essayer d'orienter les études féminines vers celles des rapports entre les hommes et les femmes (Auzias *et al*, 1982)[5].

5 L'objectif des *Women's Studies* était d'étudier des problèmes dits « féminins » dans plusieurs domaines, ce en regroupant des féministes universitaires dispersées dans différents départements ou unités de recherche[6]. Les féministes de l'enseignement supérieur choisirent de situer leur action au sein des structures conventionnelles pour étendre le mouvement des femmes[7] au campus universitaire (Yeatman, 1997). Dès le départ, les *Women's Studies* ont occupé une position inhabituelle à l'université ; ces études n'étaient pas seulement multidisciplinaires, elles avaient également une mission duelle : éducative et militante. Cette mission se doublait d'une dimension critique de l'histoire, de l'anthropologie et de la sociologie, qui étaient perçues comme « écrites par les hommes », de l'économie qui « invisibilisait la production domestique » ou encore des sciences politiques qui « ne s'interrogeaient pas sur l'exclusion des femmes de la scène politique » (Bowles *et al*, 1983, 25). Par ailleurs, la critique littéraire féministe, au travers d'un certain nombre d'écrivain(e)s féministes qui suivirent la voie tracée par Virginia Woolf, fit son apparition dans la seconde moitié des années 60[8]. Les *Women's Studies* voulaient démontrer que le discours universitaire était non seulement sexué, mais aussi socialement et culturellement positionné. Ses praticiennes actuelles résument ainsi l'objectif premier des *Women's Studies* :

> Women's studies developed out of the need to counter hegemonic discourses about women that ignored, distorted, or trivialized women's history, experience, and potential. Women's studies consequently formulated compensatory and oppositional histories that told the « truth » about women (Stanford Friedman, 1995, 4).

6 La mission éducative avait donc un caractère compensatoire et critique, fondé sur une réparation des « silences patriarcaux du passé », pour reprendre les termes de Natalie Zemon Davis[9]. Comme a pu le souligner l'historienne Linda Gordon :

> We had first to render the invisible visible, the silent noisy, the motionless active. In doing so we were answering a call from a massive and powerful women's liberation movement for useful myths and countermyths (1986, 20).

7 Les premiers travaux sur l'histoire des femmes avaient pour but de les redécouvrir[10], de les rendre visibles, et les titres des ouvrages témoignent de ce désir : *Hidden from History*

(Rowbotham, 1973), *Becoming Visible* (Bridenthal *et al*, 1977). La métaphore de la visibilité était utilisée pour déconstruire les mythes qui entouraient la féminité et partir à la recherche de femmes en action, les replacer dans leurs contextes historiques, faire surgir leurs travaux, leurs statuts, leurs combats (Thébaud, 1998).

8 Les thèmes abordés dans les premières publications collectives, ainsi que dans une grande partie des revues actuelles, témoignent de cette convergence entre travail théorique et actions militantes : critiques radicales de la société en termes de système, analyses des rapports entre les sexes comme des rapports sociaux dans le cadre d'un système économique, culturel et symbolique appelé patriarcat, analyses des processus par lesquels se construit la différence des sexes.

9 L'introduction des *Women's Studies,* a, sans nul doute, contribué à un questionnement sur les programmes, une interrogation sur la pédagogie et le canon dont tient compte une partie de l'enseignement dispensé dans les autres départements. Qui devait-on inclure ou exclure du canon ? Comment aborder certains aspects de l'histoire en rendant justice aux femmes et aux groupes opprimés ? Comment présenter certains personnages emblématiques de la nation américaine, alors que, typiques de leurs temps, ils étaient sexistes et racistes ? Certaines œuvres littéraires classiques témoignant des mêmes travers, devaient-elles être exclues ou étudiées dans une perspective plus éclairée ?

10 L'intrusion militante, à l'université, des *Women's Studies* a certainement réussi à influer sur le contenu des programmes dans les départements d'Humanités en général. Les *Women's Studies* ont contribué à faire éclater les *American Studies* qui, dans l'entre-deux-guerres, s'étaient constituées comme discipline. Ce faisant, les *Women's Studies*, à l'instar des *Cultural Studies,* ont dénoncé les enseignements qui y étaient dispensés, comme « défendant les intérêts d'une élite conservatrice blanche et masculine, au service de la culture dominante » (Evans, 1983, 104). Elles ont fait prendre conscience de la complexité de l'« identité américaine », qui se définissait notamment par un patrimoine commun à l'ensemble des Américains, tout en évacuant les conflits d'ordre sexuel, social ou politique. Elles ont tenté de s'écarter d'une notion essentialiste de l'« identité féminine » pour la déconstruire et la fragmenter en unités plus pertinentes. Les *Women's Studies* ont dénoncé les mythes de la génération précédente — la frontière, l'Ouest des pionniers, les Puritains — comme se référant à « une culture particulière, oppressive et patriarcale, celle du groupe dominant, l'homme blanc » (Schmitz, 1985, 45). Des aspects de l'histoire, de la littérature, des sciences sociales, ont été révisés et présentés comme étant partiaux et patriarcaux. Puisant notamment dans la boîte à outils de Derrida et de Foucault[11], les *Women's Studies* ont développé une pensée critique de la différence des sexes, se sont interrogées sur le clivage entre public et privé, sur les formes individuelles et collectives des résistances, et ont interprété les rapports humains comme des rapports de pouvoir, partout cachés, partout infiltrés, microscopiques.

11 Fondamentale pour le féminisme dans son combat contre le déterminisme biologique, la distinction entre « sexe » et « genre » a ouvert la porte à l'histoire des rapports de sexe. Selon certaines historiennes, — les plus connues sont Joan Scott aux États-Unis et Denise Riley en Grande Bretagne —, le genre a démultiplié la catégorie « femmes », et produit un ensemble d'histoires et d'identités collectives. Depuis une vingtaine d'années, ces historiennes ont souligné que l'appartenance ethnique, ou plutôt les constructions sociales et culturelles, « brisaient l'unité du sexe féminin » et

interdisaient toute généralisation sur « les » femmes (Scott, 1988). Elles ont contesté le modèle uniracial de l'historiographie des années soixante et soixante-dix, qui, à la recherche d'une culture féminine définie par contraste avec celle des hommes, posait comme universelle l'expérience des femmes blanches des classes moyennes. Elles ont tenté d'aller « au-delà de la quête de sororité[12] » — c'est le titre en 1985 d'un article historiographique de Nancy Hewitt dans *Social History* —, et de prêter attention aux différences. Sensibles aux conflits et aux rapports de pouvoir entre femmes, elles ont étudié l'histoire des femmes noires, celle des immigrantes et des diverses minorités, puis proposé une approche multiculturelle dont *Unequal Sisters*, réédité en 1994, offre un panorama thématique (Ruiz et Dubois, 1991, 1994). Cet ouvrage invite à des questionnements sur les effets politiques et théoriques de l'approche multiculturelle : jusqu'où faut-il segmenter l'humain et reconnaître la différence ? Faut-il surmonter le risque d'une histoire fragmentée, explorer les relations dialectiques entre les diverses catégories sociales construites comme le genre, la classe, l'appartenance ethnique, la culture, la génération... ? Des programmes d'études sur les femmes, dont des femmes des « minorités », ont été créés. Les modifications introduites mettent notamment en avant les possibilités d'étudier des traditions littéraires longtemps ignorées. Les ouvrages de femmes noires, latinas, homosexuelles, ont fait leur entrée dans les programmes universitaires. Des chercheuses dans de nombreuses disciplines ont étudié la résistance des femmes[13]. Elles ont essayé de repenser la sociologie, l'histoire et la culture du point de vue de celles qui n'avaient pas eu droit à la parole.

12 Parallèlement, la *New Cultural History* (« la nouvelle histoire culturelle ») apparaît parmi les historiens américains spécialistes de l'Europe et plus particulièrement de la France de l'époque moderne et de la Révolution ; issue d'un colloque tenu à l'université de Berkeley et publié par Lynn Hunt en 1989[14], elle est définie par un de ses praticiens, comme « la version actuelle d'un projet de libération né de la crise du marxisme occidental des années 1960 », (Lebovics, 1995, 116). La *New Cultural History* se veut « attentive aux approches d'autres disciplines, soucieuse d'étudier de manière universelle le droit à la différence, de désontologiser les catégories sociales ». Elle a pour objectif « d'aborder l'histoire comme un texte et d'utiliser l'analyse du langage au sens le plus large du terme » (Lebovics, 1995, 121).

13 A l'origine, les programmes distincts d'études féministes se sont inscrits dans une perspective humaniste et universaliste. Les autres programmes sont devenus plus ouverts à la critique féministe, et c'est l'un des apports fondamentaux des *Women's Studies*. Des cours sur les implications de l'appartenance sexuelle ou sur le genre, ou encore qui s'inscrivent en faux contre le sexisme, la misogynie, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, sont maintenant intégrés dans un certain nombre de programmes universitaires en Humanités. Par ailleurs, une grande partie des travaux de réinterprétation historique et sociale a été menée par des universitaires ayant participé aux mouvements pour les droits civiques et pour la paix, en conséquence, ils et elles ont puisé les bases de leur idéologie dans le creuset des idées humanistes et universalistes pour justifier les changements de programmes et l'établissement d'études féministes[15].

Pratiques des *Women's Studies* : éducatives ou militantes ?

14 A l'origine, certaines praticiennes des *Women's Studies* avaient pour objectif d'introduire l'analyse politique féministe dans leurs cours, en s'orientant non pas vers l'université, mais vers l'extérieur pour s'adresser à toutes les femmes (Castro, 1985, 265). Elles ont

établi des réseaux, notamment au travers de la *National Women's Studies Association* (NWSA) dont la Constitution stipule : « The uniqueness of *Women's Studies* has been and remains its refusal to accept sterile division between the academy and community » (Patai, 1995, 4). Cette déclaration reste d'actualité puisque les participantes au dernier congrès de la NWSA en 1999 déclaraient : « by refusing to limit itself strictly to the academy, by appealing to a wider community of women, Women's studies has challenged the division between academic and popular feminism » (Rothenberg, 2000, 23). Les féministes universitaires ont ainsi tissé des liens, au sein de l'université et au dehors, au niveau national et international, avec les militantes féministes.

15 Les féministes défendaient l'idée qu'une grande partie du savoir sur l'oppression des femmes résulte des expériences personnelles ; dans cette perspective, le « personnel » devient « politique ». Les chercheuses féministes ont intégré cette dimension de la connaissance pour concentrer certaines de leurs analyses sur le caractère personnel de chaque expérience, et elles ont fondé en partie leur enseignement sur la réalisation de soi, sur le développement du potentiel spirituel, psychologique, créatif et individuel de chacune[16].

16 Face à ces pratiques, certaines sont critiques d'un militantisme qui tourne parfois au séparatisme. Ainsi, la sociologue Joan Mandle, ex-enseignante en *Women's Studies*, vient de publier un ouvrage, *Can We Wear Our Pearls and Still Be Feminists ? Memoirs of a Campus Struggle,* dans lequel elle critique les notions de « separatist safe spaces » et de « therapeutic classrooms » (classes dans lesquelles les objectifs académiques laisseraient la place à une sorte de thérapie de groupe), ainsi que les appels constants à la « sororité » ; elle déconstruit les objectifs utilitaristes de certaines universitaires dont les pratiques séparatistes ont servi à affirmer leur identité de « véritables féministes », les amenant à s'insurger contre tout empiétement sur « leur » territoire.

17 Daphne Patai et Noretta Koerge, professeures d'études féministes à l'université[17], ont écrit un ouvrage, *Professing Feminism*, pour dénoncer « la rhétorique militante et doctrinaire » de l'enseignement dispensé dans les départements d'études féminines. Selon elles, certains programmes tentent de minimiser la différence entre l'objectif des *Women's Studies* et ceux des groupes féministes militants, et l'intérêt pédagogique est totalement subordonné à l'intérêt politique (Pataï *et al*, 1995, 7). L'équilibre se résumerait à « Women's study is the theory and activism the practice » (Pataï *et al*, 1995, 8).

18 Les praticiennes des *Women's Studies* se refusent cependant à considérer que certaines ont pu construire des « empires séparés » au sein des universités. Le séparatisme est en effet une pratique assez courante qui peut parfois se manifester, non seulement par la quasi-exclusion des auteurs masculins dans les programmes, les fiches de lectures et les travaux de recherche, mais souvent aussi par un refus de collaborer avec les collègues masculins[18]. Pratique dommageable, qui a pu induire les étudiantes à croire que toute production intellectuelle masculine était incompatible, ou en conflit, avec les idéologies féministes, alors même que cette pratique était en contradiction avec l'objectif des pionnières des *Women's Studies* qui affirmaient en 1970 le caractère transitoire des études féministes, appelées à se fondre dans une culture progressiste et humaniste idéale de type non sexiste (Castro, 1984).

19 Par ailleurs, il se trouve que peu d'enseignantes et de chercheuses, au sein même des *Women's Studies,* se permettent de critiquer les pratiques séparatistes qui s'y opèrent parfois ; les choix idéologiques servent de couverture à des enjeux de postes, de

carrière, de publication, de crédibilité (ce qui, il faut le dire, n'est pas l'apanage des universitaires impliquées dans les *women's studies*). En fait, tout en essayant de remettre en question les frontières disciplinaires et de constituer un nouveau champ d'investigation, les *Women's Studies* ont parfois institué leurs propres règles, qui peuvent s'avérer tout aussi oppressives que celles qu'elles rejettent dans les autres disciplines. Les *Women's Studies,* qui ont lutté pour surmonter les silences du passé, ont, dans certaines universités, développé leurs propres pratiques de mise au silence.

20 La critique justifiée de l'éducation traditionnelle, considérée comme sexiste et eurocentrique, aurait pu conduire à l'établissement de programmes mettant en avant une idéologie universaliste ; mais les choix qu'un certain nombre de *Women's Studies* ont fait, consistent en un renversement de préjugés. Les signes d'exclusion sont inversés et systématisés. Le sexisme anti-homme, à l'instar du machisme, se perpétue dans les mêmes cadres conceptuels, tout en se considérant comme idéologiquement opposé. Les préjugés à l'encontre des hommes se justifient par l'existence des préjugés à l'encontre des femmes.

21 Par ailleurs, le développement dans les *Women's Studies* d'une éthique globale de respect des identités et des cultures, et la prise en compte progressive des intérêts et des droits des « minorités », ethniques, sexuelles, ou même culturelles, a également mené à la fragmentation du groupe « femmes » en petits groupes, fondés sur une identité définie de façon restrictive : des distinctions ont été établies selon le statut social, la génération, la maternité, l'ethnicité, la sexualité, la nationalité[19]. En témoignent non seulement les programmes d'études féministes, mais aussi les divers appels à communication qui relèvent souvent d'un étiquetage identitaire[20]. Paula Rothenberg, professeure de philosophie en *Women's Studies* à l'université du New Jersey, auteure de *Invisible Privilege : A Memoir about Race, Class and Gender*, considère les analyses faites sur les intersections des trois composantes « race », « class » et « gender » comme les outils intellectuels et politiques infaillibles et indispensables dans les *Women's Studies*. Elle s'inscrit ainsi dans une voie ouverte tout d'abord par Frances Beale (1970)[21], puis par Angela Davis dans *Women, Race and Class* (1981). De telles analyses explorent les intersections et entrecroisements entre des critères qui conduisent à des oppressions spécifiques de certaines catégories de femmes. Mais elles peuvent également avoir des implications graves : on ne peut être historien ou sociologue que de soi-même, et il devient difficile de s'aventurer à faire des commentaires ou des critiques en dehors de son propre contexte culturel.

Légitimité scientifique des *Women's Studies*

22 Etant données les pratiques militantes des *Women's Studies* et les dérives séparatistes auxquelles elles ont pu donner lieu, la question de leur légitimité à l'université se pose. Pour certains sociologues, universitaires, chercheurs, un programme d'études féministes perd sa légitimité en tant que domaine de recherche lorsque l'analyse militante prend le pas sur « l'analyse objective » (les *Cultural Studies* affirment effectivement qu'il n'y a pas de savoir objectif). Ils insistent sur la contradiction qui consiste à rejeter le fonctionnement de l'institution universitaire, alors que cette dernière a rendu possible l'existence de la recherche féministe et les *Women's Studies* ; ils s'insurgent aussi contre l'enseignement dispensé, qui se résume, pour eux, à une idéologie fondée sur un paradigme de classe oppresseur/opprimée et sur la restructuration fondamentale de la société[22].

23 Les *Women's Studies* s'insèrent en effet dans une politique de démocratisation, au travers de la dénonciation d'un certain type d'enseignement et de connaissance. Cette démocratisation, à l'origine, a signifié que les universités devaient adapter leurs procédures d'entrée et leurs structures pour s'ouvrir à des groupes traditionnellement peu représentés dans l'enseignement supérieur. Cela a également signifié que les valeurs de ces groupes devaient s'insérer dans les débats intellectuels de l'université, ce qui a été perçu comme une politisation de l'université. Cette politisation a été ressentie par beaucoup comme une menace contre les fondements mêmes de l'institution. La notion d'éducation « rationnelle et objective » s'est vue remise en question par les revendications de groupes s'étant donné pour mission de « corriger » cette connaissance. Cette relation conflictuelle fonctionne comme une opposition binaire entre les représentants « scientifiques » de la « connaissance rationnelle » et ceux « politiquement corrects » de la certitude morale (Yeatman, 1997).

24 Parallèlement, en tant que discipline académique, les *Women's Studies* s'ajoutent à la liste des matières ou des *majors,* s'intègrent à l'institution et aux dispositifs épistémologiques existants, et font partie de ce système d'options, qui mise sur le choix du consommateur, où la nouveauté et l'innovation sont perçues comme un nouveau produit, dans un système où certains sociologues dénoncent les pratiques d'achat et de vente, la *Cafeteria Culture*, le *shopping around* des étudiants au début du semestre, l'inflation des salaires des professeurs, ou encore le *star system*. Et en ce sens, les *Women's Studies* entrent dans le cadre consumériste et domestiqué de l'université américaine.

25 Ce qui est censé être « authentique », différent de la norme, peut ainsi se retrouver incorporé, assimilé, et perdre tout pouvoir critique, toute capacité de lutte. En s'identifiant aux *Women's Studies,* qui font partie de l'institution universitaire, le féminisme se trouve, d'une certaine manière, relégué dans une position conservatrice, symbole de l'assimilation ou de la normalisation d'un mouvement qui se voulait radical et marginal ; il est perçu comme une spécialité parmi les autres dans la liste des options à choisir pour le succès professionnel. Si le féminisme fait partie de l'institution, s'il s'incorpore comme une connaissance parmi les autres, il ne modifie plus rien à l'ensemble ; il devient lui-même une institution et cesse d'être un mouvement[23]. Les *Women's Studies* peuvent être perçues comme une activité en faveur du *statu quo* alors que « le » féminisme serait en opposition avec les valeurs de la société dominante (Pauldi *et al*, 1986, xvii). La légitimité scientifique des *Women's Studies* est donc remise en question non seulement par ceux qui se prononcent contre leurs pratiques militantes, mais aussi par certaines féministes radicales qui s'opposent à leur « domestication ». Elles se trouvent donc déchirées par des détracteurs idéologiquement opposés.

26 Les pratiques universitaires américaines sont complexes et diversifiées. Elles répondent à des traditions culturelles et politiques nationales qui, nous allons le voir, sont fort différentes de celles de la France.

Les *Women's Studies* et la recherche féministe en France

27 Le développement des études féministes n'a pas suivi aux États-Unis et en France des voies similaires. En France, l'implantation institutionnelle des recherches sur les femmes est faible, et les études féministes n'ont jamais vraiment été légitimes. Profitant de l'ouverture annoncée par les socialistes en 1981, les universitaires qui faisaient des cours ou des recherches sur les femmes ont réclamé reconnaissance et moyens institutionnels. Depuis, environ cinq postes de maîtres de conférences sont

fléchés « Etudes féminines » : à Rennes, Paris 7, Toulouse et Paris 8, ce qui est infime en comparaison de l'implantation des *Women's Studies* aux États-Unis. Cependant, les recherches entreprises à l'université et dans les grands organismes de recherche nationaux, tels le CNRS, sont beaucoup plus importants.

28 On peut faire aujourd'hui un état des lieux des centres et groupes de recherche créés ici et là en France. Hors institution universitaire, un certain nombre de philosophes, d'anthropologues et de sociologues s'intéressent à la différence des sexes et aux rapports sociaux entre les sexes. En témoigne, par exemple, la création, par des sociologues du travail au CNRS, d'un groupe de recherche sur la division sexuelle du travail, dont l'un des objectifs est de familiariser les sociologues au concept et au terme de « genre ». Au sein du CNRS également, un groupe de recherche autour de Christine Delphy, anime la revue *Nouvelles Questions féministes*, et un autre groupe, le GEDISST, travaille sur la division sociale et sexuelle du travail. A l'université, on dénombre plusieurs structures installées dans quelques pôles géographiques : Paris, Lyon, Aix-en-Provence, Toulouse, Nantes, Bordeaux[24]. De statuts et d'activités diverses, ces structures ont pour objectif « de faire converger les approches, circuler les concepts et éclater les catégories de pensée » (Groupe Simone, Thébaud, 1998, 89). La diversité des appellations — « femmes », « féminin », « féministe » — n'est pas, selon les responsables, le reflet de problématiques différentes mais celui de positions divergentes dans le champ académique, positions qui s'ordonnent autour de la rhétorique de la scientificité : entre un « pôle militant » et celui de « 1a recherche orthodoxe », la majorité des groupes cherchent une troisième voie, « ni féministe, ni sur les femmes, fondée sur la position du juste milieu » (Thébaud, 1998, 89).

29 Selon les sociologues féministes Françoise Armengaud et Gaïs Jasser, la situation des recherches et des études féministes en France, n'a cessé de se dégrader depuis le début des années 80, beaucoup de chercheuses « rentrant dans le rang », c'est-à-dire « dans la clandestinité, maquillant leurs intérêts réels, neutralisant au possible leur langage, renonçant à l'appellation féministe » (1994, 10). Elles font état d'une « méfiance accrue vis-à-vis de tout projet sur les femmes » et d'une « discrimination qui confine à la persécution » à l'encontre des chercheuses ayant une démarche féministe revendiquée (1994, 11). Si l'on peut difficilement croire à une « discrimination qui confine à la persécution », il est certain qu'il existe une résistance certaine des institutions françaises à ce qui apparaît comme un particularisme.

30 En 1990, Pierre Bourdieu lui-même avait lancé une offensive sur les dangers auxquels était exposé « tout projet scientifique qui se définit par rapport à un objet pré-construit, tout spécialement lorsqu'il s'agit d'un groupe dominé, c'est-à-dire d'une cause qui, en tant que telle, semble tenir lieu de toute justification épistémologique et dispenser du travail proprement scientifique de construction d'objet ». Les « *Women's studies* », affirmait-il « sont d'autant moins protégées contre la naïveté des bons sentiments qu'elles confèrent à ceux et celles qui s'en emparent un monopole de fait en les conduisant à s'enfermer dans une sorte de ghetto scientifique » (1990, 25).

31 L'enjeu de l'invalidation du point de vue féministe, particulièrement depuis la fin des années 80, est, selon les chercheuses féministes, marqué par l'abandon de « perspectives liées à la situation des dominées » pour revenir aux perspectives de « dominants », telles « les femmes et la famille » ou encore « les femmes et la conciliation travail-famille ». Ce retour à des problématiques traditionnelles, dans lesquelles, selon la féministe Judith Ezekiel, les femmes ne sont envisagées qu'en tant

« qu'elles sont utiles et/ou posent des problèmes aux hommes », représente une « attitude rétrograde » et un « programme politique clairement énoncé » qui tendrait à minorer, si ce n'est complètement évacuer, les perspectives féministes (1994, 23).

32 Bien que le féminisme de la différence dit « gynocentrique » ou encore « différencialiste » paraisse avoir ses sources en France[25], car dérivé des théories d'Hélène Cixous, de Luce Irigaray[26] et de Julia Kristeva, ce qui fut rapidement connu sous le nom de *French Feminism* aux États-Unis ou en Angleterre ne correspond pas à ce qui s'est appelé féminisme en France ; il correspond à des analyses féministes de textes français, analyses souvent écrites en anglais, la plupart par des universitaires américaines. Comme le souligne Christine Delphy dans son article « The Invention of French Feminism : an Essential Move », « 'French Feminism' is not feminism in France... Feminists in France don't need to call their feminism a particular name anymore than American feminists call theirs 'American Feminism' »[27]. En fait, l'idée même du *French Feminism* est une idée anglo-américaine. Ce féminisme propose une théorie générale de l'histoire de la pensée occidentale qui pose comme constitutive et fondamentale la différence sexuelle laquelle, pour Julia Kristeva, est très précisément incommensurable avec les autres formes ou catégories de différenciation, à la fois sur le plan du développement individuel et sur le plan ontologique.

33 Un certain nombre d'universitaires français déplorent par ailleurs la diffusion du tournant linguistique *(linguistic turn)* qui, de débat interne à l'histoire intellectuelle américaine, est devenu rapidement, dans la concurrence que se livrent les universitaires, une « machine de guerre contre les historiens sociaux », ainsi que l'introduction de querelles philosophiques insolubles sur les fondements de la connaissance, qui conduisent à une surenchère permanente du « new », du « post » et du « rethinking » (Noiriel, 1996, 144). En effet, le débat sur les mérites respectifs de la *Women's History* et les diverses formes de *Gender History*, recoupant les discussions sur le *linguistic turn* ou sur l'opposition entre l'histoire sociale et l'histoire culturelle, l'histoire post-structuraliste et la *New Cultural History*, s'est particulièrement développé au sein des *Women's Studies*, alimenté par la parution de nombreux ouvrages collectifs. Ce débat a multiplié les clivages et les appellations de nature à laisser perplexe un lecteur français[28]. S'il faut reconnaître que féminisme et postmodernisme ont parfois les mêmes sources, force est de constater également que le postmodernisme n'est pas autant discuté chez les féministes françaises, alors que ses références sont françaises, et malgré le goût du féminisme français pour la théorie (Picq, 1995). En France et en français, l'origine et la signification du postmodernisme, comme ses implications épistémologiques et politiques sur le féminisme, sont analysées par la philosophe Françoise Collin et l'historienne Eleni Varikas. La première insiste sur le rôle décisif de l'enseignement de Jacques Derrida dans les universités américaines et souligne que, « privilégiant la catégorie du féminin, il semble oublier la réalité sociopolitique incontournable des femmes » (Collin, 1995, p 21). Tenant compte des contextes socioculturels français et américain, Varikas met l'accent sur les risques d'une « pensée affirmative » qui renonce à toute « critique vraiment transformatrice de la réalité sociale » (Varikas, 1993, 64).

34 Le seul concept de « genre » a mis beaucoup de temps à traverser l'Atlantique. Aux colloques sur les femmes, les participantes débattent de concepts plus marxisants, qui conceptualisent moins la différence des sexes : du concept de classe, des modes de production domestique, ou encore du patriarcat. Le concept ne fait d'ailleurs pas

l'unanimité en France : pour les unes, le genre risque de masquer le rapport de domination entre hommes et femmes (Mathieu, 1991) ; pour d'autres, c'est un concept utile comme catégorie d'analyse mais source d'ambiguïtés ; pour d'autres enfin, il est le seul à pouvoir rendre compte du rapport de domination. Le genre est souvent évoqué dans des sessions animées par des spécialistes des études anglo-américaines. En général, il lui est préféré l'expression « rapports de sexe »[29]. Selon les universitaires américaines, les historiennes françaises assimilent des éléments du *gender* mais en boudent le terme, à l'instar des sociologues, qu'un long cheminement a conduits de l'étude de la condition féminine, à une sociologie des « rapports sociaux de sexe » (Ferrand et Le Feuvre, 1992 ; Haicault, 1992)[30].

35 S'il y a bien eu, dans l'histoire du féminisme français, des tentatives de réécriture féminine[31], ainsi que quelques propositions de réformes, notamment celle passée depuis peu à l'initiative du gouvernement socialiste pour la féminisation des titres et fonctions, et même si l'on peut reconnaître l'existence d'un débat sur « l'écriture féminine » ou « l'art féminin », de façon générale, les féministes françaises ne se sont pas lancées dans une réfection du lexique à la manière des féministes universitaires américaines, ceci certainement du fait du nombre extrêmement limité de départements d'études féminines. Cependant, du fait de la réforme de la Constitution[32] visant à y inscrire la parité entre les hommes et les femmes en politique, la diversité des opinions qui se sont exprimées sur le sujet ainsi que la mise en avant des divergences entre les femmes elles-mêmes obligent à nuancer les propos que l'on serait tenté de tenir sur « le » féminisme français. Dans le contexte idéologique des années 70, l'appartenance sociale primait sur l'identité sexuelle. Seules les partisanes d'un féminisme essentialiste auraient revendiqué la parité au nom d'un repli identitaire. Aujourd'hui, dans ce contexte nouveau, une grande partie des féministes françaises réactive l'idée que les femmes agissent au nom de leur spécificité féminine et reconstruisent, en politique, de manière informelle, le ghetto qu'elles avaient rejeté à l'université. Les études féministes retrouvent une certaine forme de légitimité car elles sont confortées par l'institutionnalisation de la différence.

36 Par ailleurs, un certain nombre d'universitaires en France souhaitent, en pratiquant l'histoire des femmes, l'intégrer à leur discipline, assurer son enseignement à l'université et transmettre ses apports dans l'enseignement primaire et secondaire (Thébaud, 1998). L'histoire des femmes doit avant tout se démarquer progressivement du militantisme de ses origines et l'objectivation doit garantir sa scientificité au même titre que toute autre spécialité disciplinaire. Dans ce sens, influencées par leurs consœurs outre-Atlantique, les historiennes tentent de porter une attention nouvelle au genre pour insérer l'histoire des femmes dans l'histoire générale.

37 Pour elles, écrire l'histoire des femmes est une entreprise mixte, avec environ 20% d'hommes. Les historiennes cherchent avant tout « l'occasion, voire le moyen, de sortir du « ghetto » toujours possible » (Perrot, 1994) ; cette attitude illustre la voie française des études sur les femmes, qui est plus à la recherche de la confrontation et de l'intégration que de la sécession. Les études sur les femmes en France ont privilégié certains thèmes de recherche liés au travail et à la famille notamment ; récemment elles ont commencé à se tourner vers la sexualité[33], la question des femmes dans la cité ou l'histoire des femmes du temps présent. Par contre, à la différence des *Women's Studies*, elles se sont peu intéressées à la construction sociale de la sexualité, aux rapports coloniaux et plus généralement aux croisements de la différence des sexes

avec les catégories sociales et les diversités ethniques. L'attention portée à la catégorie de « race » s'est surtout concentrée sur l'analyse des régimes racistes et des persécutions raciales de la deuxième guerre mondiale, même si la perspective multiculturaliste commence à faire son entrée dans les départements de sciences sociales et sciences humaines en France.

38 Comme on a pu le voir, les pratiques universitaires américaines et françaises sont très diversifiées. Aux États-Unis, l'extension du « politique » de la sphère publique vers la sphère privée, pour dénoncer la subordination des femmes à la maison, ce qui se passait dans les foyers devenant affaire publique (d'où le slogan « the personal is political »), reflète la fragmentation du paysage politique et le refus de s'apparenter à des catégories sociales de masse. L'appartenance identitaire est devenue un facteur plus mobilisateur que l'exploitation collective, et la création et la prolifération des *Women's Studies* en sont symptomatiques. La lutte pour l'inclusion des femmes dans les programmes universitaires était censée se faire à l'intérieur des départements déjà existants, qui devaient réviser leurs critères sur les inclus/exclus du canon. La radicalisation des discours produits par les politiques identitaires a parfois conduit les femmes, à l'instar d'autres groupes, non pas à lutter pour leur intégration dans un programme universitaire et universaliste, mais à s'enfermer dans leurs propres enclaves pour produire un programme particulariste.

39 Les *Women's Studies* ne tentent pas toujours de s'intégrer dans une vision sociale d'ensemble qui transcende les points de vue des femmes en tant que femmes. Si écrire l'histoire d'une catégorie sexuelle avec des événements et une chronologies propres, se justifiait sans nul doute dans une optique de réparation, l'histoire, présente et passée, l'anthropologie, les sciences sociales sont des entreprises mixtes. Continuer de faire des femmes un objet d'étude autonome, c'est continuer d'écrire un appendice à l'histoire générale, un chapitre annexé, et proposer un ajout qui ne contribue pas à l'explication de questions plus larges[34]. Les *Women's Studies* reproduisent métaphoriquement à l'université ce qu'elles ont rejeté dans les livres d'histoire. Elles se cantonnent dans leur champ et, à l'intérieur de ce champ, la notion d'universalisme perd sa signification.

40 En France, ce qui a dominé jusqu'à présent, c'est la peur de créer un « ghetto » intellectuel et institutionnel, de forger un champ d'études et des cursus tolérés mais dévalorisés et sans influence sur les disciplines. A l'appui de cette résistance, peuvent être invoqués d'autres paramètres comme la centralisation de l'université, une plus grande rigidité des disciplines et des cursus, la méfiance d'un grand nombre de féministes françaises envers toute forme d'institutionnalisation vécue comme récupération, enfin le refus de la majorité des chercheuses et universitaires d'adopter une stratégie séparatiste. Plutôt que de créer de nouveaux champs disciplinaires, les féministes ont cherché à entrer dans les institutions et à explorer des voies moyennes entre le séparatisme et l'intégration.

41 Ces divergences d'appréciation franco-américaines n'hypothèquent cependant pas un entrelacement idéologique ainsi qu'une influence réciproque des travaux aux États-Unis et en France. Les *Women's Studies* aux États-Unis et les études féministes en France, malgré toutes les critiques et réserves émises à leur encontre, ont, sans nul doute, contribué à un renouvellement des études, une interrogation sur la pédagogie et le canon dont tient compte une partie de l'enseignement dispensé dans les autres départements, et dans ce sens, il ne fait aucun doute que leurs apports aux sciences sociales et aux sciences humaines, de part et d'autre de l'Atlantique, sont inestimables.

BIBLIOGRAPHIE

Armangaud, Françoise et Gaïs Jasser. « Une Offensive majeure contre les femmes ». *Nouvelles Questions Féministes* 15, n° 4 (1995).

Auzias, Claire, Hélène Chenut et Danièle Voldman. « Histoire orale et Histoire des femmes : lieux de la recherche et état des travaux (France, Italie, États-Unis, Grande-Bretagne) ». *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent* Supplément n°3, 1982.

Bourdieu, Pierre. « La Domination masculine ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 84 (Sept. 1990).

Bowlby, Rachel. « The Work of Women's Studies ». *Surfaces*. Revue électronique des Presses de l'Université de Montréal VII (1997).

Bowles, Gloria et Renate Duelli Klein. *Theories of Women's Studies*. Londres : Routledge & Kegan Paul, 1983.

Bridenthal, Renate et Claudia Koonz. *Becoming Visible. Women in European History*. Boston : Houghton Mifflin, 1977.

Brooks, Ann. *Postfeminisms, Cultural Theory, Cultural Forms*. Routledge, New York, 1997.

Castro, Ginette. *Radioscopie du féminisme américain*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1984.

Castro, Ginette. « De l'histoire des femmes à l'histoire des genres », *Chantiers d'histoire américaine*. Sous la direction de Jean Heffer et François Weil. Paris : Belin, 1994.

Collin, Françoise. « Du moderne au postmoderne ». *Cahiers du GEDISST* 14. IRESCO-CNRS, 1995.

Cott, Nancy. *The Grounding of Modern Feminism*. New Haven : Yale U.P., 1987.

Cott, Nancy. *No Small Courage. A History of Women in the US*. Oxford : Oxford U.P., 2000.

Daly, Mary. *Gyn/ecology: The Metaethics of Radical Feminsm.* Boston : Beacon Press, 1978.

Daly, Mary . *Pure Lust*. Londres : The Women's Press, 1984.

Davis, Angela. *Women, Race & Class*. New York : Random House, 1981.

De Lauretis, Teresa. « Feminist Studies/Critical Studies : Issues, Terms, and Contexts ». In *Feminist Studies/Critical Studies*. Bloomington : Indiana U.P., 1986.

Delphy, Christine. « The Invention of French Feminism : an Essential Move ». *Yale French Studies* 87 (1995).

Dworkin, Andrea. « Taking Action ». *Take Back the Night*. Sous la directtion de Laura Lederer. New York : William Morrow, 1980.

Echols, Alice. *Daring to Be Bad : Radical Feminism in America, 1967-75*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1989.

Evans, Sara. *Born for Liberty. A History of Women in America*. New York : Free Press, 1989.

Ezekiel, Judith. « Pénurie de ressources ou de reconnaissances ? Les études féministes en France ». *Nouvelles Questions Féministes* 15, n° 4 (1994).

Ferrand, Michèle et Nicky Le Feuvre. « L'Emergence et l'évolution récente de la sociologie des rapports sociaux de sexe en France ». *Actes de Sociologie des Rapports Sociaux de Sexe*. Lyon 6-10 juillet 1992.

Firestone, Shulamith. *The Dialectic of Sex.* New York : Bantam Books, 1971.

Flexner, Eleanor. *Century of Struggle : the Woman's Rights Movement in America*. Cambridge : Belknap Press, 1975.

Fraisse, Geneviève. *Les Femmes et leur histoire.* Paris : Gallimard, 1998.

Gallop, Jane. *Around 1981 : Academic Feminist Theory*. New York : Routledge, 1992.

Genovese, Eugene. *Roll, Jordan, Roll : The World The Slaves Made*. New York : Random House, 1976.

Gitlin, Todd. *The Twilight of Common Dreams. Why America Is Wracked by Culture Wars*. New York : Henry Holts, 1995.

Gordon, Ann D., Mary Jo Bruhle et Nancy Schrom Dye. « The Problem of Women's History ». *Liberating Women's History*, *Theoretical and Critical Essays*. Sous la direction de Berenice A. Carroll. Urbana : Illinois U.P., 1976.

Irigaray, Luce. *Speculum de l'autre femme*. Paris : Minuit, 1974.

Irigaray, Luce. *Ce sexe qui n'en est pas un.* Paris : Minuit, 1977.

Gordon, Linda . « What's New in Women's History ». *Feminist Studies/Critical Studies*. Sous la direction de Teresa de Lauretis. Bloomington : Indiana U.P., 1986.

Gordon, Linda. « US Women's History ». *The New American History*. Sous la direction de Eric Foner. Philadelphia : Temple U.P., 1990.

Gordon, Linda. « The Trouble with Difference ». *Dissent* (Spring 1999).

Gutman, Herbert. *The Black Family in Slavery and Freedom, 1750-1925*. New York : Knopf, 1977.

Haicault, Monique. « Le Symbolique dans la complexité des rapports sociaux de sexe : le travail de la DOXA ». *Actes*, Congrès de l'AISLF. Juillet 1992.

Hewitt Nancy. « Beyond the Search for Sisterhood : American Women's History in the 1980s ». *Social History* 10 (October 1985).

Hewitt, Nancy et Suzanne Lebsock (eds). *Visible Women, New Essays on American Activism*. Urbana : Illinois U. P., 1993.

Howe, Florence. *The Politics of Women's studies : Testimony From Thirty Founding Mothers*. New York : Feminist Press, 2000.

Hu-Fehart, Evelyn. « The Undermining of Ethnic Studies ». *The Chronicle of Higher Education*. 20 octobre 1995.

Hunt, Lynn. *The New Cultural History* (introduction). Berkeley : University of California Press, 1989.

Johnson-Roullier, Cyrania. « Identity Politics, Feminism, and the Problem of Difference », *Surfaces*. Revue électronique des Presses de l'Université de Montréal VII. 1997.

Kelly, Joan. « Did Women Have a Renaissance ? ». Sous la direction de Renate Bridenthal et Claudia Koonz. *Becoming Visible. Women in European History*. Boston : Houghton Mifflin, 1977.

Lagrave, Rose-Marie. « Recherche féministe ou recherche sur les femmes ? » *Masculin/Féminin I*. Actes de *Recherche en Sciences Sociales* 83 (juin 1990).

Lebovics, Herman. « Une Nouvelle histoire culturelle ? La politique de la différence chez les historiennes américaines ». *Genèses* 20 (sept. 1995).

Leclerc, Annie. *Parole de femmes*. Paris : Grasset, 1974.

Lerner, Gerda. « New Approaches to the Study of Women in American History ». *Journal of Social History* (Fall 1964).

Lerner, Gerda. *Black Women in White America ; a Documentary History*. New York : Vintage, 1973.

Lerner, Gerda. *The Majority Finds Its Past*. Oxford : Oxford U.P., 1979.

Louis, Marie-Victoire. « Recherche sur les femmes, recherches féministes ». *L'Etat des sciences sociales en France*. Sous la direction de Marc Guillaume. Paris : La Découverte, 1986.

Mackinnon, Catharine. « Feminism, Marxism, Method and the State : Towards Feminist Jurisprudence ». *Feminism and Method.* Sous la direction de Sandra Harding. Indiana Press University, 1987.

Mandle, Joan D.. « Can We Wear Our Pearls and Still Be Feminists ? ». *Memoirs of a Campus Struggle*. University of Missouri Press, 2000.

Mathieu, Nicole-Claude. *L'Anatomie politique. Catégorisation et idéologie du sexe*. Paris : Côté Femmes, 1991.

Messer-Davidow, Ellen. « Know-How, » *(En)Gendering Knowledge : Feminists in Academe*. Sous la direction de Joan E. Hartman et Ellen Messer-Davidow. Knoxville : Tennessee U.P., 1991.

Messer-Davidow, Ellen; Michele Paludi et Gertrude A Steuernagel. *Foundations for a Feminist Restructuring of the Academic Disciplines*. New York : Harrington Park Press, 1990.

Moi, Toril. « *Introduction » to French Feminist Thought*. Oxford : Blackwell, 1987.

Noiriel, Gérard. *Sur la « crise » de l'Histoire.* Paris : Belin, 1996.

Oakley, Ann. *Sex, Gender and Society*. Londres : Temple Smith, 1972.

Ozouf, Mona. *Les Mots des femmes, Essai sur la singularité française*. Paris, Fayard, 1995.

Patai, Daphne et Noretta Koertge. *Professing Feminism*. New York : Basic Books, 1995.

Patai, Daphne. *Heterophobia, Sexual Harrassment and the Future of Feminism.* New York : Basic Books, 1998.

Perrot, Michelle. « Quinze ans d'Histoire des Femmes ». *Sources. Travaux historique*s 12 (1987).

Perrot Michelle. « Où en est en France l'Histoire des Femmes ? ». *French Politics and Society* 12, n°1 (Winter 1994).

Perrot, Michelle. *Les Femmes et les silences de l'Histoire.* Paris : Flammarion, 1998.

Picq, Françoise. *Libération des femmes. Les années mouvements.* Paris : Seuil, 1993.

Picq, Françoise. « Des mouvements féministes, entre spécificité et universalité » in *La Place des femmes*. La Découverte : Paris, 1995.

Rothenberg, Paula S. *Invisible Privilege : A Memoir About Race, Class, and Gender*. Lawrence : U. of Kansas, 2000.

Rowbotham, Sheila. *Hidden from History*. Londres : Pluto Press, 1973.

Ruiz, Vicki et Ellen Carol Dubois. *Uneaqual Sisters : A Multicultural Reader in US Women's History*. New York et Londres : Routledge, 1991.

Schmitz, Betty. *Integrating Women's Studies into the Curriculum*. Old Westbury, New York : The Feminist Press, 1985.

Scott, Joan. *Gender and the Politics of History*. Columbia U.P., 1988.

Seindman Steven (ed). *The Postmodern Turn. New Perspectives on Social Theory*. Cambridge : Cambridge U.P., 1994.

Stanford Friedman, Susan. « Making History : Reflections on Feminism, Narrative, and Desire ». *Feminism Beside Itself.* New York : Routledge, 1995.

Stanton, Donna et Abigail J. Stewart. « Introductions: Remodeling Relations : Women's Studies and the Disciplines ». *Feminisms in the Academy*. Sous la direction de Donna C. Stanton and Abigail J. Stewart. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1995.

Stoller, Robert. *Sex and Gender.* New York : J. Aronson, 1968.

Swatzlander, Susan, Diane Pace et Virginia Lee Stamler. « The Ethics of Requiring Students to Write about their Personal Lives ». *Chronicle of Higher Education.* 17 février 1993.

Thebaud, Françoise. *Ecrire l'histoire des femmes.* Fontenay Saint-Cloud : ENS Editions, 1998.

Varikas, Eleni. « Féminisme, modernité, postmodernisme : pour un dialogue des deux côtés de l'océan ». *Futur Antérieur.* Supplément. *Féminisme au présent*, 1993.

White, Deborah. *Ar'n't I a Woman : Female Slaves in the Plantation South*. New York : W.W. Norton, 1985.

Yeatman, Anna. « The Place of *Women's Studies* in the Contemporary University ». *Feminisms.* Sous la direction de Sandra Kemp et Judith Squires.Oxford : Oxford U.P., 1997.

Zemon Davis, Natalie et Joan W. Scott. « A New Kind of History », *A History of Women. I, From Ancient Goddess to Christian Saints*. Sous la direction de Pauline Schmitt Pantel. Harvard : Harvard U. P., 1992.

Zemon Davis, Natalie. « History's Two Bodies ». *American Historical Review* 93 (1988).

NOTES

1. Ces enseignements se sont notamment implantés dans les départements d'histoire. L'American Historical Association reconnaît l'histoire des femmes comme *Conference Group* en 1974 et en 1987, une femme militante de l'histoire des femmes, Nathalie Zemon Davis, en devient la présidente.
2. Une enquête récente rapportée lors de la journée d'inauguration du Centre Louise Labé de l'Université Lumière-Lyon 2, le 16 octobre 2003, a montré qu'en France, ce sont les départements d'anglais qui contiennent le plus grand nombre de telles formations.
3. Robert Stoller, dans son ouvrage, *Sex and Gender* (1968), puis Ann Oakley dans *Sex, Gender and Society* (1972), furent parmi les premiers à mettre en évidence la différence entre sexe et genre. Le sexe fait référence aux différences biologiques entre hommes et femmes, le genre renvoie à la culture, concerne la classification sociale et culturelle en masculin et féminin et se définit comme le « sexe social », c'est-à-dire la construction sociale autour de l'appartenance sexuelle. Cette différence est fondamentale pour le féminisme dans son combat contre le déterminisme biologique, pour repenser les questions de pouvoir, de structure sociale, de rôles.Voir également sur le sujet l'ouvrage de Shulamith Firestone, *The Dialectic of Sex*. La notion de gender est également

explicitée par Ginette Castro dans son article « De l'Histoire des femmes à l'histoire des genres », *Chantiers d'histoire américaine*, sous la direction de Jean Heffer et François Weil (Paris : Belin, 1994).

4. Voir sur le sujet l'article de De Lauretis Teresa (1986).

5. Voir sur le sujet l'article de Claire Auzias, Hélène Chenut et Danièle Voldman, « Histoire orale et histoire des femmes : lieux de la recherche et état des travaux (France, Italie, États-Unis, Grande-Bretagne), *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, Supplément n°3.

6. En automne 1978, 54% de ces programmes débouchaient sur un diplôme (Castro, 1985, 264).

7. Il n'y a pas « un » mouvement des femmes. Il y a plutôt des courants théoriques divers qui, cherchent à comprendre, chacun à sa façon, pourquoi et comment les femmes occupent une position subordonnée dans la société. Lorsqu'on parle de « mouvement des femmes », on fait généralement appel à ce bloc de courants hétérogènes (comprenant la tendance libérale ou égalitaire, la tendance marxiste et socialiste et la tendance radicale) qui tentent d'expliquer pourquoi les femmes se retrouvent ainsi subordonnées.

8. Cette tendance est illustrée par Kate Millett qui appliqua la notion de « sexual politics » à D. H. Lawrence, Henry Miller, Norman Mailer et Jean Genet.

9. Cf. Natalie Zemon Davis, « History's Two Bodies », *American Historical Review* (vol 93, 1988) : 1-30 et Natalie Zemon Davis et Joan W. Scott, « A New Kind of History », *A History of Women I, From Ancient Goddess to Christian Saints*, sous la direction de Pauline Schmitt Pantel (Cambridge, MA ; Harvard U. P., 1992).

10. On peut noter l'ouvrage bien connu d'Eleanor Flexner, *Century of Struggle : the Woman's Rights Movement in America*, (Cambridge, MA : Belknap Press, 1975).Voir également Gerda Lerner, « New Approaches to the Study of Women in American History », *Journal of Social History* (Fall 1964) et Joan Kelly, « Did Women Have a Renaissance ? », *Becoming Visible, Women in European History*, sous la direction de Renate Brindenthal et Claudia Koonz (Boston : Houghton Mifflin, 1977).

11. Michel Foucault et Jacques Derrida ont beaucoup inspiré les chercheuses outre-Atlantique. Michel Foucault, par sa conception du pouvoir et ses analyses critiques des discours, Jacques Derrida, par sa méthode déconstructionniste des textes, théorisée dans *De la grammatologie* (1967), méthode qui analyse comment le sens est porté et les arguments structurés et présentés. Par ailleurs, Michel Foucault a entrepris, durant la fin des années soixante-dix, un cycle de travaux consacrés à la place de la sexualité dans la culture occidentale : L'Histoire de la sexualité, articulée en trois volumes (*La Volonté de savoir, L'Usage des plaisirs* et *Le Souci de soi* réédités chez Gallimard respectivement en 1994, 1996 et 1997). Il y a prolongé les recherches entreprises avec *Surveiller et punir* et *L'Archéologie du savoir* (réédités chez Gallimard respectivement en 1993 et en 1996), mais en concentrant ses analyses sur le « sexe » et la sexualité. L'axe de cette entreprise était de montrer comment la vie sexuelle a enclenché une volonté systématique de tout savoir sur le sexe qui s'est systématisée en une « science de la sexualité » laquelle, à son tour, ouvre la voie à une administration de la vie sexuelle sociale. Foucault a fait ainsi l'archéologie des discours sur la sexualité (littérature érotique, pratique de la confession, médecine, anthropologie, psychanalyse, théorie politique, droit, etc.) depuis le XVII^e^ siècle et, surtout, au XIX^e^ siècle. La réflexion de Jacques Derrida se heurte à une problématique ancienne : comment être critique d'une pensée authentiquement critique sans sombrer dans le conformisme ou dans le

consensus ? Au fil de son oeuvre, le philosophe a mené un travail de « déconstruction » du discours sur l'actualité : la distinction qu'il établit entre la différence (dans l'espace) et la différance (le fait de différer dans le temps) recoupe celle de la parole et de l'écriture. Voir notamment *De la grammatologie* (Paris : Minuit, 1967) et *L'Écriture et la différence* (Paris : Seuil, 1967).

12. « Beyond the Search for Sisterhood : American Women's History in the 1980s », *Social History* 10 (October 1985) : 299-321 (repris dans *Unequal Sisters : A Multicultural Reader in US Women's History*, sous la direction de Vicky L. Ruiz et Ellen Carol Dubois (New York et Londres : Routledge, 1991).

13. Par exemple sur l'histoire de l'esclavage Eugene Genovese, *Roll, Jordan, Roll : The World The Slaves Made* (New York : Random House, 1976) et Herbert Gutman, *The Black Family in Slavery and Freedom, 1750-1925* (New York : Knopf, 1977) ; Gerda Lerner et Linda Gordon sur l'histoire des femmes. Gerda Lerner a rassemblé des récits de femmes noires dans *Black Women in White America ; a Documentary History* (New York : Vintage, 1973). Voir également l'ouvrage de Deborah White, *Ar'n't I a Woman : Female Slaves in the Plantation South* (New York : W.W. Norton, 1985).

14. *The New Cultural History* (University of California Press, 1989).

15. Voir Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams. Why America Is Wracked by Culture Wars* (New York : Henry Holts, 1995).

16. Voir sur le sujet l'article de Susan Swatzlander, Diane Pace et Virginia Lee Stamler, « The Ethics of Requiring Students to Write about their Personal Lives », *Chronicle of Higher Education* (17 février 1993) : B1.

17. Daphne Pataï est enseignante à l'Université du Massachusetts à Amherst et Noretta Koertge exerce à l'Université d'Indiana à Bloomington.

18. Voir les ouvrages des universitaires bien connues, Daly Mary, Andrea Dworkin ou encore Catharine MacKinnon. La violence masculine, son inévitabilité, son intemporalité, son universalité, est au cœur de la pensée et des actions de certaines féministes différencialistes. Il existerait selon Andrea Dworkin un « sadisme masculin systématique » (Dworkin, 1980, 288). Cette dénonciation passionnée de la « nature masculine » est soutenue par la théoricienne féministe chrétienne Mary Daly qui parle de la « pestilence permanente » des hommes et de la « pureté spirituelle » de la femme dans son fameux essai intitulé *Gyn/Ecology : The Metaethics of Radical Feminism* (1984, 379). L'historienne Alice Echols a noté la confusion pouvant exister entre essentialisme et constructionisme social chez certaines féministes. Tout en se défendant d'être essentialistes, elles perçoivent la domination masculine comme « éternelle et immuable » sans s'apercevoir de la contradiction inhérente à de telles affirmations (1989). De nos jours, la perception du comportement masculin par les féministes différencialistes a influé sur le mouvement des femmes. Pour Karen De Crow, ancienne présidente de la National Organization for Women, organisation qui prône une idéologie libérale et égalitaire, il est incontestable qu'il y a eu, ces vingt dernières années, émergence d'un discours anti-homme chez les féministes (Pataï, 1998).

19. Voir Nancy Hewitt et Suzanne Lebsock (eds), *Visible Women, New Essays on American Activism* (Illinois U. P., 1993).

20. Ainsi un appel à communication pour un colloque devant se tenir à Indiana State University sur le thème « Feminism / Womanism / New Mestiza Consciousness / Third Wave / Cyberfeminism » est adressé aux chercheurs-ses nés entre 1960 et 1980 travaillant dans les *Women's Studies, Gender Studies, Queer Studies, African American Studies,*

Chicana Studies, Latina Studies, Jewish Studies, Native American Studies, Multicultural Studies et *Cultural Studies*. « American Studies Woman », *Harper's Magazine* (août 2000) : 26-27.

21. Frances Beale est à l'origine de l'expression « double jeopardy » qu'elle utilisa dans un article « Double Jeopardy : To Be Black Female », *The Black Woman : an Anthology*, sous la direction de Toni Cade (New York : Signet, 1970) et repris récemment dans Beverly Guy-Sheftall (ed.), *In Words of Fire : an Anthology of Black Feminist Thought* (New York : New Press, 1995).

22. Voir sur le sujet l'ouvrage d'Ann Brooks, *Postfeminisms, Cultural Theory, Cultural Forms* (New York : Routledge, 1997).

23. Voir sur le sujet E. Messer-Davidow ; Michele Paludi et Gertrude A. Steuernagel, *Foundations for a Feminist Restructuring of the Academic Disciplines* (New York : Harrington Park P, 1990, xvi). Ambivalents sur les programmes proposés dans les Women's Studies, les auteurs déclarent : « Too often, the tendency has been for feminist scholarship to be contained within the boundaries of Women's Studies courses and journals. The initial revolutionary thrust of Women's Studies is threatened by the growing acceptance and recognition of Women's Studies as a legitimate academic enterprise. Conceived as a clarion call to eliminate gender bias in knowledge and ways of knowing, it has become the unwitting victim of the forces of institutionalization. »

24. Citons, par pôle et par ordre chronologique le CEFUP, Centre d'études féminines de l'université de Provence, créé en 1972 ; le GEF, Groupe d'études féministes (1975), puis le CEDREF, Centre d'enseignement, de documentation et de recherches pour les études féministes (1984) de l'université Paris 7 auquel succède le centre Louise Labé de l'université Lumière-Lyon 2 depuis octobre 2003 ; le CLEF, Centre lyonnais d'études féministes qui, fondé en 1976, amorce son histoire dans un ouvrage consacré au « mouvement de libération des femmes à Lyon » (1989) ; le Centre d'études féminines de l'université Paris 7 (1978) ; le GRIEF, Groupe de recherches interdisciplinaires d'étude des femmes, qui s'installe en 1979 à l'université de Toulouse, où Marie-France Brive fonde, sept ans plus tard, le groupe « Simone » de conceptualisation et de communication de la « Recherche-femme ».

25. Même si l'on peut noter que, dans leur Déclaration de Sentiments, calquée sur la Déclaration d'Indépendance, les femmes américaines, réunies en convention à Seneca Falls, avaient déjà jugé nécessaire de dénoncer la « fausse universalité » de « all men » en lui associant à chaque fois le mot « women », et faisaient, de fait, de la différence sexuelle un principe constitutif de l'humanité.

26. Examinant la tradition philosophique occidentale et l'universalité supposée du sujet rationnel, Irigaray constate l'impossibilité de définir l'essence de la féminité car le concept de féminité et l'identité féminine sont prédéterminés par le discours masculin, phallocentriste. Sous l'éclairage de la linguistique, elle reconsidère le discours psychanalytique, et plus particulièrement la théorie freudienne, pour en montrer l'orientation exclusivement masculine et la logique qui découle d'un tel modèle (*Speculum de l'autre femme*, 1974). Penser la différence féminine, pour Irigaray, c'est donc constater d'abord que la femme ne se laisse enfermer dans aucun concept, en ce qu'elle relève d'un « sexe qui n'en est pas un » (titre d'un ouvrage paru en 1977). Il s'agit bien plutôt de chercher ce qui, de la féminité, est occulté, enseveli dans le système de représentation masculin. Comme Catherine Clément ou Julia Kristeva, notamment, Irigaray veut faire émerger l'altérité du sexe et du corps féminins. Pour ce faire, il faut aussi une « pratique de la différence sexuelle », avec des choix d'existence conçus pour transformer la structure patriarcale de la société.

27. *Yale French Studies* 87 (1995) : 190. Voir aussi l'ouvrage de Toril Moi, « Introduction » *French Feminist Thought* (Oxford : Blackwells, 1987). On peut évoquer ici le rôle joué par le départ d'Antoinette Fouque pour les États-Unis, qui exportera ainsi l'approche « Psych et Po » (pour psychologique et politique), plus conforme à une tradition française incarnée par Christine Delphy, Monique Plaza, Anne Tristan ou encore Simone de Beauvoir.

28. Voir le colloque interdisciplinaire publié par la théoricienne de cinéma Teresa de Lauretis, « Feminist Studies/Critical Studies : Issues, Terms, and Contexts, » *Feminist Studies/Critical Studies* (Bloomington : Indiana UP, 1986). Voir également *Critical Studies* (1986), le débat entre « post-structuralisme » et « féminisme culturel » (1987-88) dont rend compte la revue *Signs* ainsi que le numéro de *Feminist Studies* consacré à la déconstruction (printemps 1988). Parmi les parutions récentes, voir *The Postmodern Turn. New Perspectives on Social Theory*, ouvrage collectif dirigé par Steven Seidman (1994).

29. Cette expression appelle les précisions suivantes : « quels que soient les objets traités, l'histoire des femmes est celle de leurs rapports, individuels et collectifs, réels et symboliques à l'autre sexe ; il s'agit de faire l'histoire de ces rapports à tous les niveaux : discours, représentations, pratiques effectives... ; d'articuler aussi rapports de sexe et rapports de classe », (Perrot, 1987), 26.

30. Voir sur le sujet le chapitre intitulé « Le Temps du gender » dans l'ouvrage de Françoise Thébault, *Ecrire l'histoire des femmes*, 1998. Il y est question du « gender à la française ».

31. Voir notamment *Parole de femmes* d'Annie Leclerc (Paris, Grasset, 1974) ; cet ouvrage suscitait déjà une réflexion sur le langage et les changements lexicaux qui devaient s'imposer. Voie également Mona Ozouf, *Les Mots des femmes, Essai sur la singularité française* (Paris : Fayard, 1995).

32. C'est dans ce contexte qu'un certain nombre d'hommes politiques, dont Jacques Chirac et Lionel Jospin ont plaidé pour une plus grande place des femmes dans les instances politiques et que l'Assemblée nationale a adopté, à la quasi-unanimité en première lecture, le 26 janvier 2000, le projet de loi visant à « favoriser » l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives pour les élections qui ont lieu au scrutin de liste (municipales, régionales, européennes, sénatoriales dans les départements qui élisent plus de quatre sénateurs).

33. Voir notamment l'article de Marie-Victoire Louis, « Recherche sur les femmes, recherches féministes », *L'État des sciences sociales en France*, sous la direction de Marc Guillaume (Paris : La Découverte, 1986).

34. Voir l'essai de Ann D. Gordon, Mary Jo Bruhle et Nancy Schrom Dye, « The Problem of Women's History », *Liberating Women's History, Theoretica and Critical Essays*, sous la direction de Berenice A. Carroll (Illinois U.P., 1976), 75-92.

AUTEUR

ÉLIANE ELMALEH

Eliane Elmaleh est maître de Conférences à l'Université du Maine au Mans. Son domaine de recherche est principalement l'étude des discours : discours tenus par les féministes, dans les magasines féminins et féministes, sur le multiculturalisme ou encore sur les politiques identitaires. Elle a également écrit un certain nombre d'articles sur l'art américain contemporain.